

Institutions : Economie du budget et de la fiscalité

Un cours sur l'État du point de vue de la fiscalité, des dépenses publiques et de la dette publique.

Ancré dans la réalité autour de thèmes d'actualité.

Un beau sujet d'économie politique qui implique des controverses positives et normatives sur tous les aspects d'étude des sujets. Parler des controverses au partiel.

Partiel : QCM sur le cours + rédaction (questions transversales CM/TD).

Controverses sur les indicateurs pertinents pour rendre compte des interventions de l'Etat. Les faits ne sont jamais bruts, toujours analysés, construits dans un cadre conceptuel.

Controverses sur les mécanismes explicatifs avec différentes conceptions de l'Etat et ses interventions car les différentes approches théoriques donnent différents fondements à l'intervention de l'Etat (ex : en micro, néoclassiques vs keynésiens).

Controverses sur les différentes politiques économiques avec les différents objectifs de cette politique que les différents courants économiques vont donner.

Intro : les différentes approches du PIB.

Approche par la demande : $Y = CF + FBCF + X - M + VS$

Approche par la production : $Y = \text{Somme des VA} + \text{Impôts sur les productions} - \text{Subventions sur les produits}$.

Approche par les revenus : $Y = RS + EBE + \text{Revenus mixtes} + IP - SP$.

Grandes questions : comment l'Etat finance-t-il ses dépenses ? sur quels principes l'impôt est perçu ? Comment peut-on rendre compte de la redistribution, quels sont les indicateurs ? + questions assez basiques, descriptives ; quels sont les impôts, quelles sont les dépenses publiques ? + dette.

On doit se doter d'outils pour les analyser.

Chapitre 1 : Pourquoi l'intervention publique ?

On s'intéresse au rôle de l'Etat et aux APU, État au sens large mais aussi l'Etat comme partie des APU. Dans les APU, on trouve, les APUC (centrales), APUL (locales) et ASS (Sécurité Sociale).

APUC -> l'Etat et les organismes divers d'administration centrale (ODAC, exemples : CNRS, universités, Météo France).

APUL -> les collectivités locales et les organismes divers d'administration locale (ODAL, exemples : lycées, collèges, écoles).

ASS -> les régime de SS et les organismes divers de SS (exemple : hôpitaux).

Liste des grands domaines de l'intervention de l'Etat :

- L'Etat organise et finance des services publics (exemples : justice, police, éducation)

- L'Etat produit tout un ensemble de biens et de services (de moins en moins avec les privatisations).
- L'Etat fait produire, délégation de services publics (exemple : facture d'eau gérée par un autre organisme).
- L'Etat agit sur le financement de certains biens et services, en agissant sur leur prix ou en subventionnant certains biens et services.
- L'Etat incite ou dissuade à faire ou ne pas faire telle ou telle chose. Il va se servir de la fiscalité.
- L'Etat édicte des normes ainsi que des règles, il fait des lois. Cf dossier 1, Elias -> monopole de la contrainte, rôle fondamental pour édicter des lois. Il autorise ou interdit et contraint à faire certaines choses. Tous nos comportements sont dictés en référence à des lois, normes, règles.

20^{ème} siècle, extension de la protection sociale qui joue un rôle fondamental dans l'intervention publique ainsi que dans ses transformations.

Au cours de l'histoire, le type d'interventions de l'Etat s'est beaucoup transformé.

Cf document 4 : transformations de l'intervention de l'Etat depuis le 19^{ème} siècle, au sens modèle d'intervention de l'Etat. Ils font des modèles d'Etat en prenant des critères pour comprendre ce qui produit une façon d'intervenir. Les critères sur lesquels ils se fondent pour définir leur modèle d'intervention de l'Etat :

- Le rythme de croissance des dépenses publiques.
- La structure des dépenses publiques (ce qui est prioritaire et ce qui est moins prioritaire).
- Quels sont les liens que l'on trouve entre l'Etat et l'économie ? sont-ils deux sphères bien séparées ? ou au contraire, l'Etat a un rôle à jouer dans la croissance.

- Analyse économique de l'intervention publique

Elle a commencé au début du 19^{ème} avec l'analyse coût-avantages ou coût-bénéfice c'est-à-dire une méthode qui consiste à comparer les coûts attendus d'un projet au bénéfice espéré. Jules Dupuit cherche à mesurer l'utilité d'un projet d'investissement public (infrastructure à ce moment-là), d'une manière très concrète. Il cherche à mesurer quand les voitures passent, quelle usure cela produit sur la route, quel est le travail d'entretien à prévoir lorsque l'on investit une route ? Doit-on faire payer l'utilisateur de la route quand il passe la route (péages), doit-on réglementer le format des véhicules pour qu'ils usent moins la route, doit-on laisser la route gratuite et financer cela par l'impôt ? Comment les usagers vont-ils accepter de financer l'investissement public ? On doit à cet auteur la recherche de mesurer l'utilité d'un bien pour les consommateurs ; qu'est-ce que les consommateurs sont prêts à payer ?

1. Les classiques et le libéralisme

Document A. Smith Dossier 1 ; les classiques ont un discours normatif qui prône la concurrence au sens où l'économie doit être libérale, il faut que la société soit fondée sur la liberté des transactions de chacun, la société s'appuie sur le libre-échange. La concurrence entre les individus doit exister car c'est la meilleure façon d'accroître la production nationale et la satisfaction des besoins.

Il y a eu d'importantes controverses entre les classiques : Malthus vs Ricardo sur la loi de Say « Le seul fait de la formation d'un produit ouvre à l'instant même, un débouché à d'autres produits car l'offre crée sa propre demande ». Le montant disponible pour l'achat des produits est, par définition, égal à celui qui provient de la vente des produits. La monnaie ne sert qu'à l'échange, elle est neutre. Personne ne désire de la monnaie pour elle-même, dans ce cadre, s'il y a des crises, elles sont extra économiques, il ne peut pas y avoir de crise généralisée de surproduction car toute offre crée sa demande. Malthus dit que les capitalistes consomment moins et épargnent, les travailleurs ne vont pas recevoir l'équivalent de tout ce qu'ils produisent donc il peut y avoir une demande insuffisante -> offre supérieure à la demande.

Autre controverse : Sismondi se prononce pour la redistribution des richesses, il dit que les inégalités peuvent être sources de crises de surproduction, insuffisance de la demande.

JS Mill contre le travail des enfants : « la liberté des contrats quand il s'agit des enfants n'est qu'une forme de liberté de contrainte ».

Cela étant dit, le libéralisme des classiques n'est pas l'ultra libéralisme au sens ou pour les ultralibéraux, dès que l'Etat intervient, cela représente un empiétement sur les libertés personnelles et donc cela nuit à l'efficacité économique.

Afin de mettre en place une concurrence réelle, il faut que l'Etat intervienne seulement pour réglementer et interdire la formation de monopole.

L'Etat est le garant et l'instituteur de la concurrence.

Le libéralisme n'est pas une théorie économique mais plutôt une doctrine politique qui essaie de démontrer que chaque individu libre qui poursuit son intérêt personnel participe à l'intérêt général.

Chaque individu ne doit pas attendre que ses propres intérêts soient satisfaits par la bienveillance d'autrui mais au contraire, par l'intérêt qu'autrui porte à ses propres affaires ; Cela veut dire qu'un résultat positif bon pour la société peut provenir du fait que les individus ont agi sans chercher délibérément à produire un tel effet. Les individus ont cherché à produire un résultat pour répondre à un intérêt personnel.

Cinq domaines où l'état doit intervenir et faire des dépenses publiques :

- Défendre la société contre les autres sociétés, développer une armée.
- Défendre chaque membre de la société contre des formes de violence, d'injustice, d'oppression par d'autres membres de cette même société (justice, police).
- Assurer la production et l'entretien de biens publics qui ne seraient pas entrepris, produits par un particulier (insuffisance d'une initiative privée).
- S'occuper de l'éducation des pauvres afin qu'ils soient productifs.
- Veiller au respect des règles du jeu libéral, en empêchant la formation de monopole(s), préserver la libre concurrence.

Deux façons de financer des dépenses publiques :

- On récolte une ressource : l'impôt.
- On fait payer aux utilisateurs du bien public, le service rendu : taxe, péage...

Deux conditions anti libérales au fonctionnement du libéralisme :

- Le libéralisme économique ne peut fonctionner que si l'Etat réalise un certain nombre de travaux.

- Le libéralisme ne peut fonctionner qu'en réglementant la concurrence car chez les classiques, la concurrence est un processus qui mène au monopole.

2. Les néoclassiques

A. L'équilibre général en concurrence parfaite (rappels)

(= EGCP). C'est le cœur de la théorie néoclassique, ce projet est initialement formulé par Léon Walras en 1874. Cet EGCP est un optimum de Pareto, situation optimale ce qui veut dire qu'à l'équilibre, on ne peut pas améliorer la situation d'un agent sans détériorer celle d'un autre. Ce qui fait la force, la vertu, de la concurrence, d'où le fait qu'ils la préconisent.

Qu'est-ce-que la concurrence parfaite ?

Il y a plusieurs règles :

- Le prix est unique, pour chaque bien, il existe un prix affiché, visible par tous. Le taux d'échange entre deux biens est défini par leur prix. Implicitement, il y a eu quelque chose, quelqu'un (commissaire-priseur) qui a annoncé des prix, qui a récolté les offres et demande d'agents, il trouve le prix pour lequel l'offre est égale à la demande.
- Les agents sont preneurs de prix, « price-taker », les agents croient que ce qu'ils font n'ont pas d'influence sur les prix, les prix affichés sont indépendants de leurs actions. Il s'agit d'agents naïfs car ils ignorent les conséquences de leurs actions sur les prix.
- Les échanges directs entre agents sont interdits, les agents doivent formuler leurs offres et leurs demandes au prix affiché auprès du commissaire-priseur.

Ces deux dernières règles interdisent aux agents de proposer des prix et de faire des échanges entre eux. Elles impliquent que les agents soient obligés de passer par un centre. Le système d'équilibre général de concurrence parfaite est un système très centralisé. La forme d'organisation sociale qui est supposée avoir avec la concurrence parfaite est loin du principe d'une économie de marché.

Conditions d'existence d'un ECP :

En 1954 Arrow et Debreu montrent dans un modèle que l'équilibre de CP c'est-à-dire que le modèle comporte une solution mathématiques. Ce modèle est très spécifique pour qu'il existe une solution, il faut des hypothèses spécifiques :

- La substituabilité des biens
- Pas de rendements croissants, pas de coût fixe
- Pas d'indivisibilité des biens
- Le nombre d'entreprises est donné, pas de libre-entrée
- Les individus aiment mélanger (cf. micro convexité).

Avec toutes ces hypothèses, il y a un vecteur de prix qui permet d'égaliser l'offre et la demande.

Quel est le rôle des institutions ? Le commissaire-priseur joue un rôle fondamental car c'est le centre d'où part l'information, et c'est le centre vers lequel convergent les informations. Il est donc indispensable. Caractéristiques du commissaire-priseur :

- Il doit être bénévole par rapport à toutes les tâches de coordination (altruiste absolu).
- Il doit avoir des super capacités de calcul. Implicitement ; est-ce une sorte d'État ?

Ambivalence de la leçon :

- Il n'y a aucune place ouvertement admise pour l'intervention publique dans l'EGCP car c'est un modèle qui contient seulement des individus.
- Rien ne marcherait s'il n'y avait pas ce planificateur implicite.

L'équilibre néoclassique est un optimum de Pareto. Les néoclassiques vont chercher à atteindre un optimum de second rang.

B. Les défaillances de marché

Dans certains cas, les hypothèses de la CP ne sont pas réunies car il existe des défaillances de marché de deux ordres :

- Liées à la capacité qu'ont certaines entreprises de fixer leurs prix, elles ont un pouvoir de monopole au sens où elles ont une capacité à fixer leurs prix
- Liées à une définition imparfaite des droits de propriété. Cela implique que des interactions entre les agents se situent hors marché, c'est cela que l'on trouve en présence d'externalités et de biens publics.

- Le pouvoir de monopole

On parle de monopole quand une entreprise est la seule à produire un certain bien, il existe plusieurs cas de figure de monopole :

- Le monopole légal, on va considérer que l'existence de ce monopole est liée à la notion de service public (raisons politiques/morales), ce sont des activités marchandes qui sont exclues de certains domaines, l'Etat restreint la concurrence sur un marché car il s'est fixé un objectif (exemples : aménagement du territoire, bien stratégique...). Une fois que la concurrence est restreinte, le monopole légal peut prendre plusieurs formes (monopole public : Etat qui prend en charge la production, ou licence d'exploitation : c'est un agent privé qui se charge de la production). Ce ne sont pas ces monopoles qui sont étudiés par la théorie néoclassique.
- Liées à l'existence de rendements croissants dans la production de certains biens, c'est ce qui intéresse la théorie néoclassique. Le coût unitaire de production diminue quand la quantité produite augmente. Situation très fréquente, apparaît dès qu'il y a des coûts fixes. Cas dans les industries qui comprennent une grande infrastructure (électricité...).

Pour être en concurrence parfaite, il ne faut pas que les rendements soient croissants car :

- Monopole naturel : si les rendements sont croissants, le producteur aura intérêt à croître jusqu'à devenir le seul offreur sur le marché. Si ce producteur est le 1^{er} sur le marché, les concurrents potentiels sont découragés de rentrer sur le marché car le coût d'entrée est trop élevé par rapport à l'entreprise qui était la en 1^{ère}, dans ce cas on parle de monopole de fait. Dans les deux cas, rendements croissants et le même problème se pose : le producteur va pouvoir fixer son prix, il n'est plus preneur de prix. Il arbitre entre prix et quantités, en tenant compte du fait que s'il augmente son prix, il risque de réduire ses ventes. Il aura intérêt à vendre moins mais plus cher. Les néoclassiques parlent de rente de monopole. Face à ce type

de situation, il peut être justifié que l'Etat intervienne : soit il réglemente (en fixant un prix ou une quantité), soit il produit lui-même (nationalisation).

20^{ème} siècle : formation de grosses entreprises publiques nationales à partir de l'entre-deux-guerres, afin de répondre à la crise des années 30. Front populaire : usines d'armement, industrie de construction aérienne, SNCF... Ce mouvement de formation de gros monopoles publics se généralise après la 2^{nde} guerre mondiale avec la Banque de France, le transport aérien, Renault, gaz/électricité. En 1982, la gauche arrive au pouvoir, nouvelle vague de nationalisation dans l'industrie : Paribas, laboratoires pharmaceutiques...

Fin des années 1980, institutions qui prônent la concurrence, vaste mouvement de privatisation de ces monopoles publics remplacés par des oligopoles privés surveillés par des instances étatiques.

- Externalités et biens publics

Les agents ne sont interdépendants que par les prix et les échanges marchands. Deux situations où on ne retrouve pas ce principe :

- Externalités : les agents agissent les uns sur les autres sans qu'aucun prix n'entre en jeu (ex : pollution blablabla). Celui qui génère une externalité négative ne supporte pas son coût. Celui qui génère une externalité positive ne capte pas de bénéfice lié. Dans les deux cas, le coût privé de la production n'est pas le même que le coût social. La présence de ces externalités justifie l'intervention de l'Etat.

Façon d'intervenir : faire une réglementation sur les quantités (quota) en interdisant certaines activités, 2^{ème} possibilité : taxer les productions (pollueur-payeur) ; logique d'incitation, les entreprises, en cherchant l'optimisation : celles qui peuvent payer continueront de polluer.

Résultat principal : quand ils comparent la réglementation sur les quantités et les taxes, ils considèrent que la 1^{ère} est moins optimale que la 2^{nde} car avec le système de réglementation, le pollueur ira jusqu'au seuil toléré alors qu'avec une taxe, il serait incité à polluer moins. Ces deux solutions sont quand même des solutions de second rang par rapport à l'EGCP.

Face à cela, une 2^{ème} approche néoclassique s'est développée pour montrer qu'on peut recréer une situation de concurrence parfaite en présence d'externalités. « Tout simplement » en la transformant en échange marchand, il suffirait de créer un marché qui permettrait de s'échanger les droits de propriétés qui manquent. Les droits deviennent des marchandises. C'est le théorème de Ronald Coase (1960) : les agents privés n'ont pas besoin de l'Etat pour internaliser l'externalité comme c'est le cas avec la taxe pigouvienne ; si les coûts de transaction entre les individus sont faibles, les agents privés peuvent négocier pour trouver des accords mutuellement avantageux. En réalité, ce théorème dit aussi que s'il y a des coûts de transaction, l'Etat doit intervenir afin d'attribuer des droits de propriété sur les ressources concernées par ces externalités.

En partant d'une réglementation qui concerne la mise en place de quotas, on obtient un meilleur résultat qu'avec une taxe si on autorise les agents à s'échanger leurs quotas -> marché de permis négociables.

En pratique, ces marchés de droit à polluer ne fonctionnent pas correctement pour plusieurs raisons :

- Ils sont créés de toute pièce par l'Etat, une fois qu'ils sont créés, le prix a beaucoup de mal à se former et l'Etat doit intervenir à nouveau afin d'organiser des enchères et guider le marché (exemple : les marchés de permis d'émission de gaz à effet de serre en Europe,

12 000 installations polluantes en 2005, ces installations avaient le choix entre polluer ou moins dépenser (20 euros en 2008 à 8 euros en 2014, loin des estimations réalisées).

Typologie des biens publics par Samuelson.

		La consommation est-elle rivale?	
		oui	non
Le bien est-il exclusif?	oui	Bien privé	Bien public impur « Bien club »
	non	Bien public impur « Bien commun »	Bien public pur « Bien collectif »

Dans la théorie néoclassique, un bien public est un bien tel que quand un individu le consomme, cela ne réduit pas la quantité disponible de bien pour les autres consommateurs et où il est difficile voire impossible d'empêcher quelqu'un qui n'a pas payé de le consommer. La consommation d'un bien rival diminue la quantité disponible de bien pour les autres. Dans le cas d'un bien exclusif, on peut exclure de la consommation du bien, ceux qui n'ont pas payé.

Biens clubs : biens exclusifs, la consommation par les uns n'empêche pas que les autres le consomment. En revanche, on peut empêcher l'accès de certains consommateurs à la consommation de ce bien (plateforme : Netflix).

Problème du passager clandestin : survient quand ceux qui bénéficient de biens/services/ressources ne paient pas pour les obtenir. Dans ces cas-là, les néoclassiques vont considérer qu'ils donnent lieu à des comportements opportunistes qui ont pour conséquence un sous approvisionnement ou même un épuisement des ressources et des biens ou services en question. Finalement, cela pénalise tout le monde.

La présence de biens publics donne une légitimité à l'intervention de l'Etat, il finance les biens publics purs par l'impôt et il instaure des taxes sur les biens clubs ou bien il laisse le privé les gérer.

Un phare représente un cas type de biens publics (cf internet). Idée remise en cause par Coase (1974), les phares d'Angleterre étaient produits et entretenus par des particuliers jusqu'en 1842 avant qu'ils soient nationalisés. Leurs propriétaires levaient une taxe dans les ports auprès des bateaux et la taxe était fixée en évaluant (selon la route des bateaux), le nombre de phares qu'ils avaient pu utiliser. Avant leur nationalisation, les phares étaient donc des biens clubs, on pouvait les taxer. Comme dans le cas des externalités, les néoclassiques vont considérer que ce qu'il faut en présence de biens publics ce n'est pas plus l'Etat mais plus de marchés, essayer de recréer du marché. Le problème du passager clandestin survient quand les droits de propriété ne sont pas clairement définis, respectés.

Modèle de Lindahl : il consiste à trouver un prix qui renvoie à un droit d'usage pour ceux qui utilisent un bien public. Lindahl (années 50) construit un modèle où on trouve un système de prix

personnalisés du bien public qui tient compte de l'utilité procurée par le bien public à ceux qui le consomment. Chaque utilisateur du bien public va payer selon sa disponibilité à payer, le producteur est rémunéré à ce prix. Il n'y a pas de commissaire-priseur, c'est le producteur qui joue le rôle d'instance centrale qui est parfaitement informé sur combien chacun est prêt à payer pour utiliser le bien public. Il dispose d'une capacité de calcul infini et il fixe le prix et détermine la quantité optimale à produire. On suppose que le producteur connaît les disponibilités à payer de chacun.

3. Les conceptions inspirées de Marx

A. La conception marxiste « orthodoxe » de l'Etat capitaliste

Conception qui a prédominé chez les marxistes jusqu'aux années 1970. Inspiré du manifeste du parti communiste et de l'Etat.

Chez eux, l'Etat se présente comme étant au-dessus de la société comme en dehors des conflits de classe (neutre). Mais, l'Etat détient le monopole de la violence (armée, police) et par son monopole de la violence, ce qu'il va faire prévaloir ce sont les intérêts des capitalistes. Il permet la reproduction de la position de classe des capitalistes. Apparente neutralité qui cache la réalité des rapports de classe, ce que ça cache : le monopole de la classe capitaliste sur la propriété des moyens de production. L'Etat, par ses lois, sa réglementation, favorise les capitalistes, il permet à la classe capitaliste de se reproduire. La force physique est utilisée pour protéger la propriété privée et donc la classe capitaliste. L'administration n'agirait pas en faveur du plus grand nombre (prolétaires) mais au contraire, en faveur des classes propriétaires.

Dans cette approche, quel est le rôle de l'Etat ? Du point de vue des capitalistes, c'est de protéger leur position dominante et du point de vue des prolétaires, il faut un changement de l'ordre social qui renverse le capitalisme pour construire un Etat communiste.

B. La conception néo-marxiste

Cette conception joue un rôle important dans les débats contemporains sur les transformations de l'Etat.

Initiateur : philosophe grec (Poulantzas).

Transformations tout au long du 20^{ème} siècle : nationalisation du revenu national avec le salaire socialisé (sécurité sociale, santé, retraite, chômage...), démocratisation de l'enseignement secondaire et supérieur, meilleure protection des droits des salariés, baisse séculière du temps de travail...

Au cours du siècle, l'Etat a pu intervenir en faveur des classes dominées et parfois même contre les intérêts des classes dominantes.

L'Etat est relativement autonome de la structure des classes, selon les circonstances, il va faire des choix qui sont favorables à la reproduction des intérêts dominants au détriment des intérêts des autres classes sociales et en même temps, concéder des avancées réelles pour les classes dominantes. Ces avancées ne viennent pas compromettre ou bouleverser ce qui assure la reproduction de la structure de classe.

Ouvrages : au moins 3 classes, classe dominante, classe moyenne et classe populaire. Certains vont stratifier ces classes (indépendants, auto entrepreneurs, fonctionnaires...).

Période d'après-guerre jusqu'aux années 80 : compromis entre les classes populaires et la classe des managers/cadres, cette dernière s'oppose aux propriétaires et au capital financier. Durant cette

période, les gouvernements ont œuvré avec des politiques macroéconomiques pour augmenter le PA des salariés, baisse de la pauvreté, développer la progressivité. Ces politiques ont avantagé la classe des travailleurs et la classe des capitalistes a été moins servie (système contrôlé, cloisonné, taux d'intérêt bas). A cette période, le ratio de dette publique a baissé (baisse tendancielle du ratio de dette publique).

2^{ème} basculement : alliance entre la classe des cadres et la classe des propriétaires capitalistes au détriment des classes populaire et moyenne. Depuis 30 ans, l'objectif de la politique économique ce n'est pas le plein-emploi mais la lutte contre l'inflation (bien longtemps qu'il n'y en a plus sauf 2022). Le taux de croissance et d'accumulation ont fortement ralenti dans tous les pays capitalistes avancés, période où le taux de chômage est plus élevé et l'inflation est structurellement plus faible. Les politiques macro ont dérégulé le système financier la circulation des capitaux a été libérée, les taux d'intérêt (en moyenne) ont été plus élevés et un tournant majeur qui caractérise cette période : montée de la part des profits distribuée aux actionnaires. La progressivité des systèmes fiscaux (impôts plus progressifs) a été diminuée. A partir des années 80, le ratio dette publique/PIB se met à augmenter.

4. La théorie keynésienne

A. Keynes

Approche positive et normative car il a un modèle explicatif (donne des idées sur que faire et comment). Son courant s'est développé dans les années 30 à partir d'une analyse de la crise.

Ouvrage (1936) : théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, on y trouve l'idée de force qui va à l'encontre du courant néoclassique selon laquelle les marchés ne convergent pas forcément vers l'équilibre, il n'y a pas d'autorégulation de marché.

Équilibre de plein emploi : équilibre sur le marché des biens et sur celui des services. Pour Keynes, l'économie peut se trouver durablement en équilibre de sous-emploi. Il réfute la loi de Say selon laquelle l'offre et la demande seraient toujours égales ; selon lui, l'économie est monétaire, capitaliste. La monnaie n'est pas neutre, cette économie est régie par le principe de la demande effective qui peut être durablement insuffisante car incertitude, les agents peuvent anticiper une peur sur l'avenir (anticipations de faible débouché pour les entreprises), ils peuvent désirer de la monnaie pour elle-même. Tous ces éléments font apparaître un risque de chômage involontaire d'une sous production et donc de crise auquel l'Etat va devoir répondre.

Équilibre de sous-emploi : équilibre sur le marché des biens avec un chômage involontaire élevé.

Etat bienveillant, comme chez les libéraux classiques qui œuvre pour le plus grand nombre. En revanche, à la différence des libéraux classiques, cet État bienveillant n'a pas d'autorégulation de son système, comme l'économie pu se retrouver avec du chômage involontaire, il n'y a pas de force qui ramène l'économie vers l'équilibre, l'Etat doit agir sur les variables qui sont en lien avec la demande (investissement, dépense publique, taux d'intérêt) si l'économie n'est pas en plein emploi. Son action va produire un effet multiplicateur sur l'économie au sens ou quand l'Etat augmente ses dépenses publiques, il augmente le revenu national ce qui augmente la demande, et donc la production etc... de manière plus que proportionnelle.

Par rapport à la théorie marxiste, pour Keynes, il ne s'agit pas de subvertir l'ordre social, au contraire, on perpétue l'ordre social au sens ou si on laisse le capitalisme faire, cela ne va que générer des crises (sous-emploi, chômage...). Pour sauver le capitalisme, l'Etat doit agir. Etat désintéressé au-dessus des intérêts de classe mais pour faire perdurer l'ordre social.

Travaux de Keynes → grande influence sur les économistes qui ont succédé à Keynes et qui ont pu se réclamer du keynésianisme.

B. Les post-keynésiens

Ils s'opposent aux néoclassiques.

Les travaux de Keynes ont exercé une grande influence sur les économistes qui lui ont succédé.

Approche post keynésienne : Kalecki, étudie différentes branches de l'économie.

Ce qui rassemble tous ces auteurs c'est l'idée keynésienne selon laquelle le principe de la demande effective est **toujours** valable (à court terme mais aussi à long terme).

De manière unanime, ils rejettent les approches néoclassiques même celles qui prétendent s'inspirer de Keynes (cf.suite). Elles sont jugées inappropriées pour juger nos économies modernes. Nos économies modernes sont des économies monétaires, dans lesquelles il y a du chômage, des crises financières, des inégalités...

Principales hypothèses des post keynésiens s'appuyant sur des constats (évidences) empiriques :

L'économie est structurée par des institutions (entreprises, syndicats, réglementations, droit du travail, réglementations de crédit...) et les comportements économiques sont déterminés/guidés en grande partie par ces institutions.

Au niveau microéconomique, l'incertitude fondamentale sur l'avenir domine. Les individus ne sont pas des agents qui ont des capacités de calcul infinies. Ils prennent leurs décisions à partir de règles de comportement qui dépendent de normes, de conventions.

Les entreprises ne sont pas preneuses de prix, elles sont faiseuses de prix car les marchés de concurrence parfaite n'existent pas. Elles font face à des quantités, on pourrait dire qu'elles sont preneuses de quantité. Elles déterminent leur niveau de production en fonction de la demande effective.

Du point de vue épistémologique on parle de ? au sens où les comportements sont déterminés socialement, ils sont interdépendants, ils se font sur des règles en situation d'incertitude.

A partir de ces hypothèses, ils réalisent des modèles macroéconomiques qui établissent des liens de causalité entre des agrégats, des variables et les hypothèses comportementales ne sont pas modélisées mais justifiées par des faits stylisés (constatés empiriquement). Par exemple, on peut considérer que la propension à consommer des ménages modestes est plus forte que la propension à consommer des ménages aisés (hypothèse).

Les post-keynésiens rejettent l'idée d'une distinction entre le court et le long terme. Ce dernier, c'est une succession de court terme. Par exemple, si l'investissement à court terme est insuffisant, il n'y a aucune raison qu'il ne soit pas également insuffisant s'il n'y a pas eu des mesures prises pour relancer l'investissement. Les post-keynésiens comme les keynésiens considèrent qu'il n'y a aucune forme économique qui conduirait l'économie au plein emploi (pas de chômage et toutes les capacités de productions sont utilisées). Quel que soit l'horizon temporel sur lequel on se projette (à court comme à long terme), il n'y a pas d'auto-régulation.

Quelles interventions de l'Etat ? Selon eux, l'Etat a un rôle très important à jouer car il n'y a pas d'autorégulation, il doit mener des politiques macroéconomiques qui visent à stabiliser l'économie à court et à long terme.

Ces politiques comprennent des politiques budgétaires (rôle actif de l'Etat, dépenses publiques + fiscalité), politiques monétaires (viser des taux d'intérêt faibles afin d'assurer une stabilité des secteurs monétaires/financiers et réels), réglementer le secteur financier.

Autre domaine : moins directement l'Etat, ils sont favorables aux syndicats car ils jouent un rôle important sur la coordination des négociations salariales. Ils jouent donc un rôle sur les prix.

Ce qui intéresse les post keynésiens : réalisation du plein-emploi + système socialement plus juste par la croissance économique.

Aujourd'hui, problème : la croissance qui permettrait d'atteindre ces objectifs peut être problématique du point de vue environnemental et écologique.

Les travaux récents vont tenter d'introduire des contraintes de type écologique.

5. Après Keynes, les néoclassiques réagissent

A. Les théories développées en opposition à Keynes

- Défaillances de l'Etat : Théorie du Public Choice

Théorie des choix publics qui renvoient aux défaillances de l'Etat.

Apparue en 1960 autour de James Buchanan et Gordon Culloch, américains. Ces auteurs entendent appliquer la théorie néoclassique aux comportements politiques des électeurs et des élus mais aussi des fonctionnaires (bureaucrates).

Ils développent l'idée qu'à côté des défaillances de marché, il y aurait des défaillances de l'Etat lui-même.

Cette théorie arrive en réaction à Keynes, elle se pose même d'un point de vue idéologique comme une critique de droite du keynésianisme.

Son idée défendue est une théorie du vote, tout vote n'est fait par un électeur que dans la perspective d'obtenir un gain. Les partis politiques ont aussi un objectif, celui d'obtenir le maximum de votes. Ils vont essayer d'obtenir le maximum d'avantages personnels dans l'exercice du pouvoir. Ils ont à gagner, les voix des électeurs. Pour cela, ils leur font des promesses de tout ordre. Stratégies plus ou moins complexes par lesquelles ils ne doivent pas leurrer complètement les électeurs.

Par rapport à l'équilibre général de CP, il faut remettre en cause le caractère bénévole du commissaire-priseur, il faut réduire au minimum ce qui relève de la sphère publique car les hommes politiques et les bureaucrates n'ont pour but que de se faire élire et d'attirer des avantages personnels de l'exercice du pouvoir.

Approche qui a eu énormément de critiques :

- Critique interne : si on fait l'hypothèse que l'homme est strictement égoïste, ce qui fonde cette théorie doivent être aussi strictement égoïstes, qu'ont-ils à gagner à modéliser cette approche ? faire carrière ? obtenir un prix Nobel ?
- Critique sous forme de question : les analyses de ce courant partent toujours du principe que les relations qui passent par le marché sont plus efficaces que celles qui passent par l'Etat ou les administrations publiques mais ils ne lisent pas quelle est la forme d'organisation sociale du marché qui serait efficace dans un monde de pur égoïste.

- Les nouveaux classiques

Ou la nouvelle économie classique. Développée dans les années 70, courant des anticipations rationnelles.

Grands noms de la NEC : Robert Lucas, Barro.

Approche très normative qui s'oppose aux idées de Keynes en remettant en cause plusieurs des postulats, notamment le rôle de la monnaie et la possibilité d'un équilibre de sous-emploi.

On revient aux thèses néoclassiques, ils vont essayer de donner des fondements microéconomiques à la macroéconomie en répondant aux attaques keynésiennes.

Cette approche modélise, pense, l'économie dans le cadre d'un EGCP. Mais comme il serait impossible de tenir compte d'un grand nombre d'hétérogènes, différents, la NEC va remplacer ce grand nombre d'agents hétérogènes par un agent représentatif qui est supposé résumer les décisions de tous les agents. Hypothèse bizarre. On suppose que cet agent prend ses décisions de manière rationnelle, il dispose d'une information parfaite sur toute l'économie et il prévoit parfaitement les conséquences de ses choix.

Dans leur modélisation, on trouve une économie sans État, même si l'on imagine comme dans l'EGCP, il n'y a pas d'État mais implicitement, cette économie fonctionne avec un planificateur centralisé. Or, ici, ce n'est pas dit.

Quel rôle pour l'État ? Si on introduit un État dans un système qui marche tout seul au sens de sans État, ce dernier ne va jouer qu'un rôle perturbateur.

Cela a donné lieu à des critiques car on ne peut pas considérer que le perturbateur de l'État est un résultat du modèle alors que c'est une hypothèse du modèle car on a défini un modèle qui marche sans État.

Autre critique : ces modèles prétendent que la monnaie est neutre y compris à court terme, cela veut dire que les agents anticipent parfaitement les effets d'une politique monétaire, modifient leurs comportements en conséquence, même à court terme, cela annule les effets positifs que l'on aurait pu avoir avec la politique monétaire. Pour Keynes, si une politique monétaire fait diminuer les taux d'intérêts, cela va stimuler l'investissement. Les agents vont anticiper de l'inflation à la suite de la baisse des taux d'intérêt et du coup ils n'investissent pas dès le départ. Ils disent qu'il n'y a pas d'effet de la politique monétaire mais si, il y a eu de l'inflation mais pas plus d'investissement.

Message porté par la NEC purement normatif, les politiques keynésiennes sont inefficaces et même nuisibles. Il faut laisser faire le marché. L'État doit être réduit au minimum, à ses fonctions régaliennes. La politique monétaire doit être sortie du contrôle du gouvernement. C'est ce qui va être fait car les banques centrales vont devenir indépendantes vis-à-vis de tout contrôle démocratique. Il faudra établir des règles strictes pour la politique monétaire. Une forme d'ultra libéralisme du point de vue des politiques économiques.

C'est un courant qui est resté minoritaire mais très agressif et influent sur pleins de politiques jusqu'en 2008.

Sur le plan théorique, la NEC a donné lieu à un renouvellement important du main stream, sous la forme d'une nouvelle génération de modèles, de nouveaux outils très mathématisés, nouvelles techniques...

B. Les synthèses néoclassiques entre équilibre général et théorie keynésienne

Ces approches qui se disent « synthèse » dénaturent les approches de Keynes, ce que ne font pas les post-keynésiens.

Sous cette étiquette de néo keynésianisme, on va distinguer des premiers néo keynésiens qui proposent des modèles macroéconomiques, des seconds nouveaux keynésiens, certains les appellent les « nouveaux keynésiens ». On les distingue sous le nom de « 1^{ère} synthèse néoclassique : néo keynésiens » et « 2^{nde} synthèse néoclassiques : nouveaux keynésiens ».

La 1^{ère} synthèse propose des modèles macroéconomiques : IS – LM.

La 2^{nde} synthèse s'inspire des nouveaux classiques (agents représentatifs, anticipations rationnelles) en donnant des fondements microéconomiques.

- Première synthèse : les néo-keynésiens

La théorie générale de Keynes a été synthétisée et mathématisée dans les années qui suivent par des économistes américains sous la forme de manuel. A l'époque, les idées issues de l'école néoclassiques étaient dominantes aux USA, ces économistes ont mélangé dans leurs manuels, les idées keynésiennes avec des idées néoclassiques.

Samuelson 1955 « ces dernières années, 90% des économistes américains ont cessé d'être des économistes keynésiens ou anti keynésiens, ils ont plutôt travaillé à une synthèse de ce qui était valable aussi bien dans l'ancienne économie que dans la nouvelle ». Enjeux politiques autour de ces approches. On fait à la fois du Keynes (court terme) et du néoclassique « gentil » (long terme).

A court terme, le fonctionnement de l'économie est modélisé par le modèle IS – LM qui repose sur le principe keynésien de la demande effective : la production et donc l'emploi dépendent des débouchés anticipés des entreprises. La demande crée l'offre. Mais, dans ce modèle, le rôle important de la demande anticipée s'explique par le fait que les prix sont fixes à court terme. Les prix ne permettent pas d'égaliser l'offre et la demande sur tous les marchés. Ajustement par les quantités, la quantité produite s'adapte à la demande. A court terme, s'il y a du chômage c'est aussi du fait de la rigidité du salaire. Cette hypothèse qu'à court terme, les ajustements se font par les quantités car les prix sont fixes, ce n'est pas du tout fidèle à Keynes. Keynes écrit que la flexibilité des salaires ne pourrait pas répondre au sous-emploi. La cause du sous-emploi ne provient pas de la rigidité des prix et des salaires. C'est sur cet aspect que l'on ne retrouve pas les idées de Keynes. Et pourtant, dans IS – LM, les néo keynésiens vont soutenir que Keynes a raison sur le court terme, que son approche permet de comprendre les perturbations, les déséquilibres et qu'il donne les méthodes pour corriger ces déséquilibres. Ces méthodes sont des politiques monétaires et budgétaires expansionnistes si on est face à du sous-emploi qui ont un effet multiplicateur. Même si, dans le modèle IS - LM, le multiplicateur budgétaire peut être réduit par des effets d'éviction (= face à une relance budgétaire, la consommation va augmenter mais baisse de l'investissement ou augmentation des exportations, ce qui réduit le multiplicateur).

L'économie est keynésienne à court terme dans IS – LM mais uniquement parce que les prix sont fixes, et à long terme, les prix s'ajustent.

Pour le long terme, les premiers modèles néo keynésiens vont ajouter, à côté de IS – LM, une règle de fixation des salaires basée sur l'analyse de l'équilibre du marché du travail, et une hypothèse selon laquelle, les prix s'ajustent de telle sorte que l'offre est égale à la demande. Cela implique qu'ils considèrent que le modèle IS – LM résume le côté demande de l'économie et son résultat est que la demande globale est une fonction décroissante du prix. Du côté de l'offre, ils partent du marché du travail, sur ce marché, les ajustements que l'on peut trouver sont supposés déterminer les capacités de production de l'économie ; c'est-à-dire, l'offre globale. Finalement, on a des courbes d'offre et de demande globales qui nous permettent de comprendre l'évolution des prix et de l'inflation.

Dans un 1^{er} temps, l'économie est destinée, vouée à revenir au plein-emploi à long terme par un ajustement concurrentiel des prix et des salaires. L'offre globale (détermine les capacités de production de l'économie) dépend de la taille de la population active et de la productivité, qu'est-ce que peut produire l'économie ? cela dépend des deux variables citées.

Dans une vision comme cela, une politique qui stimule la demande à court terme a pour effet d'augmenter la demande globale pour un niveau de prix donné. Comme par « magie », les prix vont s'ajuster, les prix vont augmenter pour établir l'équilibre du marché des biens.

Dans un 2^{ème} temps, ils vont considérer qu'il reste du chômage à long terme qui s'explique par des défaillances du marché du travail et en particulier du fait que les négociations salariales prennent du temps, les salaires sont plus rigides que les prix des biens. D'autres défaillances : salaire minimum, allocations chômage... Ils distinguent le chômage involontaire (de court terme qui s'explique par une insuffisance des débouchés du chômage volontaire (de long terme, qui s'explique par le pouvoir de négociation des syndicats). Comme le pouvoir de négociation des syndicats est variable, ils vont étudier une situation de moyen terme.

Cette situation de moyen terme : les prix s'ajustent mais pas les salaires (syndicats), ces derniers sont rigides. Dans ce cas, l'offre globale est une fonction croissante des prix, alors si une politique keynésienne stimule la demande à court terme, cela va augmenter la demande globale, augmente l'emploi et baisse du chômage mais au fur et à mesure si la demande augmente avec le multiplicateur etc... il y aura un excès de demande globale et ce sont les prix qui vont prendre le relais et augmenter. Quand les prix augmentent, la demande diminue et l'emploi aussi. Au total, on a un effet bénéfique à court terme de la politique de relance sur le chômage qui s'atténue à moyen terme et s'annule à long terme.

Dans le même esprit, Samuelson et Solow (1960) partent de la courbe de Philipps (constat empirique, relation décroissante entre le taux de croissance des salaires et le taux de chômage) ; ils en font une courbe théorique qui relie l'inflation au taux de chômage (relation décroissante). Ils concluent sur le rôle de l'Etat, il doit arbitrer dans ses choix économiques et politiques entre lutte contre le chômage et lutte contre l'inflation.

Richard Musgrave propose une typologie des fonctions de l'Etat (1969 et 1973). La version la plus aboutie des préconisations du courant néo keynésien quant aux fonctions de l'Etat. C'est aussi une synthèse entre des fondements microéconomiques et macroéconomiques de la politique économique. Célèbre trio allocation – répartition – stabilisation :

- Fonction d'allocation : renvoie aux fondements microéconomiques de l'intervention de l'Etat, approche néoclassique. L'Etat vise à rétablir un usage des ressources optimal au sens de Pareto lorsque les marchés sont défaillants. Quand on est sur cette fonction, c'est une allocation compte tenu d'une répartition donnée des ressources.

- Fonction de répartition/distribution : on est sur le revenu. Elle vise à corriger la répartition spontanée/initiale des revenus pour mettre en place une répartition que la société va considérer comme juste. Débat majeur en économie, c'est cette fonction qui va être déterminante dans les politiques fiscales et de redistribution. Musgrave : en l'absence de toute intervention publique, la répartition primaire des revenus (avant l'intervention de l'Etat) et même du patrimoine, des richesses dépendent des dotations factorielles (néoclassiques) et de la propriété accumulée par héritage. Cette répartition si elle n'est pas considérée comme étant en accord avec ce que la société considère comme juste ou équitable, il faut modifier cette répartition. La modification de la répartition primaire va produire des ajustements qui sont, par définition, c'est Pareto inefficent car cela modifie la situation d'un agent. Ici, on cherche à modifier la situation d'agent A en modifiant la situation de l'agent B. Plusieurs outils disponibles et combinables : transfert d'impôts (sur les haut revenus + prestations sur les bas revenus), plus généralement, un impôt progressif qui vont financer des services publics qui s'adressent plus largement aux ménages modestes (logement), taux de TVA différents sur les biens (taxe sur les biens de luxe et moins de taxe sur les biens de 1^{ère} nécessité).
- Fonction de stabilisation : deux objectifs de l'Etat. Au départ, le plein-emploi des facteurs de production, lutte contre le chômage et stabilité des prix. Cette vision de Musgrave sur la fonction de stabilisation de l'Etat est confirmée à la vision néo keynésienne qui domine à ce moment-là c'est-à-dire stimuler la demande quand il y a du chômage ou freiner la demande si le problème principal est l'inflation.

Ces trois fonctions sont interdépendantes même s'il les propose séparément, il faut tenir compte de leurs interactions, donner un objectif principal afin d'essayer de préserver les autres fonctions.

- Seconde synthèses : les nouveaux keynésiens

Ce sont des nouveaux néo keynésiens, néo keynésiens version 2. Courant de pensée plus récent (né dans les années 1980). Ils cherchent à améliorer la 1^{ère} synthèse en essayant de lui fournir des fondements microéconomiques plus solides. Cherche à expliquer du point de vue micro, la rigidité des prix.

Ils se sont construits en réaction à la NEC, avec un objectif de construire des modèles tout aussi complexes et mathématisés que la NEC afin de faire face à la critique de simplisme faite par le modèle IS – LM.

Ils reprennent la structure d'un équilibre général avec des agents représentatifs faisant des anticipations rationnelles. Ils vont ajouter à ce modèle, des ingrédients qui vont permettre de retrouver une efficacité aux politiques keynésiennes de court terme. Le principe général est de dire que même dans un environnement concurrentiel avec des anticipations rationnelles, le processus de formation des prix peut être inefficent. Pourquoi ? car il y a des défaillances de marché qui justifient la rigidité des prix qui est postulée dans le modèle IS – LM. Ils modélisent tout cela dans des modèles où la concurrence est imparfaite.

La concurrence est imparfaite sur le marché des biens car les entreprises ont un pouvoir de monopole, elles ont une capacité à fixer leurs prix en appliquant un taux de marge sur leurs coûts. Selon la conjoncture, elles peuvent fixer un taux de marge plus ou moins élevée.

Sur le marché du travail, défaillances :

- Les entreprises peuvent être conduites à proposer des salaires trop hauts, plus élevés que le salaire qui assurerait le plein-emploi. Modèle du salaire d'efficacité, elles veulent attirer les meilleurs salariés donc salaire plus élevé ou au contraire, pour qu'ils soient plus productifs, elle leur propose un salaire plus élevé que le salaire d'équilibre.
- Les travailleurs, via leurs syndicats, ont un pouvoir de négociation qui leur permet d'obtenir des salaires élevés au détriment de l'emploi.

Ils se servent de ce cadre d'analyse pour donner des fondements à la courbe de Philipps. Quand le chômage est bas, les salariés sont difficilement motivés, ils ne craignent pas le licenciement et peuvent négocier des hausses de salaire. Le coût du travail étant plus élevé, les entreprises augmentent leurs prix. Ce pouvoir a conduit à des hausses de salaire qui enclenchent la boucle inflationniste (fameuse boucle prix-salaire).

Quand le chômage est élevé, les employeurs ont moins besoin d'être attractif pour motiver les salariés, les syndicats ont un pouvoir de négociation faible du fait du chômage. Les salaires n'augmentent pas, la demande est faible -> baisse des prix.

Ces nouveaux modèles définissent un taux de chômage de long terme qu'ils appellent chômage d'équilibre qui sera indépendant des politiques économiques de stimulation de la demande.

Quelles politiques publiques à court et à long terme ? Ils distinguent le court et le long terme.

A court terme, il faut faire des politiques conjoncturelles. Ils considèrent qu'à court terme, il existe des rigidités, des délais pour que les prix se modifient, intervention keynésienne peut être efficace. Sous réserve d'effets d'éviction, une politique conjoncturelle dans une optique keynésienne est efficace. Ces auteurs distinguent des politiques discrétionnaires (= renvoient à ce que l'Etat fasse des dépenses publiques exceptionnelles) des stabilisateurs automatiques. Très risqué car cela provoque de l'inflation. En revanche, ils reconnaissent le rôle des stabilisateurs automatiques, les règles budgétaires sont souhaitables car elles permettent de stabiliser l'économie : on parle de stabilisation automatique. Exemple : quand il y a un choc conjoncturel qui diminue la production et l'emploi, si on ne change rien aux règles budgétaires (fiscalité et dépenses publiques), du point de vue des recettes publiques, elles diminuent. Avec des prestations sociales, par simple application des règles budgétaires, elles augmentent (exemple : allocation chômage, RSA, pauvreté...). Le fait que les impôts diminuent mécanisme par simple application des règles concernant le calcul de l'impôt, les prestations sociales augmentent cela soutient la consommation, elle aurait davantage chuté si ces règles n'avaient pas existé. Ainsi, l'effet sur le PIB d'un choc conjoncturel négatif est atténué par la présence de ces règles budgétaires. Prenons l'exemple contraire, choc de demande positif : on a plus de production, plus d'emploi, du point de vue des impôts, ils augmentent (plus de revenus), mécaniquement les prestations sociales diminuent. Au total, l'application de ces règles vient freiner la consommation. L'effet sur le PIB du choc positif est moins important, l'ampleur est moins importante. Les stabilisateurs automatiques dépendent de ce que les différents états ont mis en place à propos de leurs impôts et de leurs prestations sociales. En 2008, le PIB a chuté de 3%, les pays ont rattrapé la France (2011), la France a eu une chute du PIB moins importante que les autres car il y avait plus de stabilisateurs automatiques.

A long terme, il faut enlever tous les déséquilibres structurels. Il faut faire des réformes structurelles, on lutte contre les causes structurelles du chômage (chômage d'équilibre à long terme). On flexibilise les marchés ; notamment le marché du travail, le rendre le moins imparfait possible, que les salaires puissent fluctuer plus en limitant le pouvoir de négociation des travailleurs, ces derniers doivent accepter des baisses de salaire donc réduire les allocations chômage, tout le droit du travail devient

une forme de rigidité, pas de salaire minimum car limite la flexibilité. Ils préconisent à long terme de réduire les allocations chômage, or, à court terme, elles constituent des stabilisateurs automatiques. Cela réduira la capacité de stabilisation de l'économie à court terme.

Dans cette nouvelle économie keynésienne, toutes les imperfections sur les marchés donnent lieu à des rationnements au salaire courant, les travailleurs ne trouvent pas d'emploi, certaines entreprises ont des invendus, elles stockent davantage des ménages ne trouvent pas de crédit. Il y a des rigidités qui empêchent l'économie d'atteindre son équilibre de long terme autour duquel elle est censée fluctuer. Durant les années 80 jusqu'à la crise de 2008, nouveau consensus autour de cette approche s'est imposé, il a fait régner l'idée que le gouvernement peut faire de la stabilisation à court terme et des réformes structurelles, l'économie rejoindra ainsi sa trajectoire de long terme. Ils supposaient que le multiplicateur keynésien était très faible (de l'ordre de 0,5, alors que pour les keynésiens et néo keynésiens : supérieur à 1) du fait de la présence d'effet d'éviction. Certains radicaux pensaient que le multiplicateur était négatif, on critique toute politique monétaire expansionniste. Ce consensus a régné parmi les cercles européens jusqu'en 2008. Avec la crise de 2008, tout cela vole en éclats car les politiques d'austérité mises en place en Europe sont d'un tel échec que même les tenants de cette orthodoxie vont reconnaître que le multiplicateur keynésien est bel et bien supérieur à 1.

Etat développeur : development state, l'Etat a un rôle à jouer et a joué un rôle dans l'industrialisation et le développement des pays -> courant de l'économie du développement.

Etat de l'entrepreneur : montre le rôle joué par l'Etat dans l'innovation, si l'Etat n'investit pas dans la recherche fondamentale, alors personne ne le fera.